



**PRÉFET  
DE L'ISÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°38-2023-092

PUBLIÉ LE 5 JUIN 2023

# Sommaire

## **38\_DDPP\_Direction départementale de la protection des populations de l'Isère / Service santé et protection animales, environnement**

38-2023-06-05-00005 - INTERDICTION TEMPORAIRE DE TRANSPORT ET DE CESSION D'OVINS, BOVINS ET CAPRINS VIVANTS DANS LE DÉPARTEMENT DE L ISÈRE (3 pages)

Page 3

## **38\_Sous préfecture de La Tour du Pin /**

38-2023-06-05-00006 - Arrêté fixant la liste des candidatures aux 1er et 2nd tours des élections municipales partielles??complémentaires de la commune de Belmont (2 pages)

Page 7

38-2023-06-05-00007 - Arrêté fixant la liste des candidatures aux 1er et 2nd tours des élections municipales partielles??complémentaires de la commune de Massieu (2 pages)

Page 10

## **84\_DRSP\_Direction régionale des services pénitentiaires d'Auvergne-Rhône-Alpes / Service du droit pénitentiaire**

38-2023-05-30-00010 - Délégation de signature du chef d'établissement du centre pénitentiaire de SAINT-QUENTIN-FALLAVIER - 30-05-2023 (17 pages)

Page 13

38\_DDPP\_Direction départementale de la  
protection des populations de l'Isère

38-2023-06-05-00005

INTERDICTION TEMPORAIRE DE TRANSPORT ET  
DE CESSION D'OVINS, BOVINS ET CAPRINS  
VIVANTS DANS LE DÉPARTEMENT DE L ISÈRE

Service Santé et Protection Animales,  
Services vétérinaires

**Arrêté Préfectoral n°DDPP-SPA-2023-06-02 du 05 juin 2023  
portant interdiction temporaire de transport et de cession d'ovins, bovins et  
caprins vivants dans le département de l'Isère**

Le préfet de l'Isère,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite,

**Vu** le règlement (CE) n°1/2005 du Conseil du 22 décembre 2004 et notamment ses articles 10, 11, 17 et 18

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2215-1 ;

**Vu** le Code rural et de la pêche maritime, et notamment ses articles R. 214-51 à R 214-53, R.214-73 à R.214-75 et D. 212-26 ;

**Considérant** qu'à l'occasion de la fête religieuse de l'Aïd-al-Adha chaque année, de nombreux bovins, ovins et caprins sont acheminés dans le département de l'Isère pour y être abattus ou livrés aux particuliers en vue de la consommation ;

**Considérant** que l'abattage rituel est interdit hors des abattoirs agréés conformément à l'article R. 214-73 du Code rural et de la pêche maritime ;

**Considérant** que de nombreux animaux sont régulièrement abattus dans des conditions clandestines, contraires aux règles d'hygiène préconisées en application de l'article L.231-1 du Code rural et de la pêche maritime et aux règles de protection animale édictées en application de l'article L.214-3 du Code rural et de la pêche maritime ;

**Considérant** que les abattages effectués dans des conditions illégales présentent d'importants risques de transmission de maladies contagieuses pour l'homme et les animaux en l'absence d'inspection sanitaire des animaux et des carcasses ;

**Considérant** que l'élimination des déchets issus de l'abattage doit être réalisée par des sociétés autorisées d'équarrissage sauf à présenter un risque pour la salubrité publique et la santé publique ;

**Considérant** qu'afin de sauvegarder la santé publique, la salubrité publique, la protection économique des consommateurs et d'assurer la protection animale, il est nécessaire de réglementer temporairement la circulation et l'abattage des animaux vivants des espèces concernées ;

**Sur** proposition du directeur départemental en charge de la protection des populations ;

## Arrête

### Article 1<sup>er</sup>

Aux fins du présent arrêté, on entend par :

- *exploitation* : tout établissement, toute construction ou, dans le cas d'un élevage en plein air, tout lieu, dans lequel des animaux sont détenus, élevés ou manipulés de manière permanente ou temporaire, à l'exception des cabinets ou cliniques vétérinaires. La présente définition concerne notamment les exploitations d'élevage et les centres de rassemblement, y compris les marchés;
- *détenteur* : toute personne physique ou morale responsable d'un ou de plusieurs animaux, même à titre temporaire, à l'exception des cabinets ou cliniques vétérinaires et des transporteurs agréés titulaires d'une autorisation de transport officielle pour animaux vivants.

### Article 2

La détention de bovins, ovins et caprins par toute personne non déclarée à l'établissement départemental ou interdépartemental de l'élevage, conformément à l'article D. 212-26 du Code rural et de la pêche maritime, est interdite. De ce fait, la cession à titre gratuit ou onéreux d'animaux vivants des espèces sus-indiquées à des personnes non déclarées à un établissement départemental ou interdépartemental de l'élevage est interdite.

### Article 3

Le transport de bovins, ovins et caprins vivants, dans un but lucratif ou non lucratif, est interdit dans le département de l'Isère, sauf dans les cas suivants :

- le transport par des transporteurs agréés à destination des abattoirs agréés ;
- le transport par un détenteur déclaré à destination des cabinets ou cliniques vétérinaires ;
- le transport entre deux exploitations, dont les détenteurs des animaux ont préalablement déclaré leur activité d'élevage à l'établissement départemental ou interdépartemental de l'élevage, conformément à l'article D. 212-26 du Code rural et de la pêche maritime. Le passage des animaux par des centres de rassemblement ou des marchés est également autorisé si ces derniers sont déclarés à l'établissement départemental ou interdépartemental de l'élevage ;
- le transport par des transporteurs agréés, en vue d'échange avec un État membre ou d'exportation à destination d'un pays tiers. Les animaux doivent en ce cas disposer, selon le cas, d'un certificat d'échange ou d'export.

### Article 4

Le présent arrêté s'applique du **8 juin au 13 juillet 2023**

### Article 5 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.

Le présent arrêté peut également faire préalablement l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Ce recours administratif prolonge de deux mois le recours précité, conformément aux dispositions des articles L.411-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration.

Cet arrêté peut par ailleurs faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L.213-1 du Code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Telerecours citoyen » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **Article 6**

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations, la directrice départementale de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie de l'Isère, les maires du département de l'Isère, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché en mairie.

Pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental de la protection  
des populations

SIGNE

Dr V. Stéphan Pinède

38\_Sous préfecture de La Tour du Pin

38-2023-06-05-00006

Arrêté fixant la liste des candidatures aux 1er et  
2nd tours des élections municipales partielles  
complémentaires de la commune de Belmont

Pôle Développement et Organisation Territoriale

**ARRÊTÉ N°**

Fixant la liste des candidatures aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> tours des élections municipales partielles complémentaires de la commune de Belmont

**La sous-préfète de La Tour-du-Pin**

**VU** le code électoral :

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°38-2023-04-19-00011 du 19 avril 2023 portant convocation des électeurs et fixant les modalités d'organisation des élections municipales partielles complémentaires de la commune de Belmont ;

**VU** les candidatures régulières déposées en sous-préfecture ;

**A R R Ê T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : Les candidats aux élections municipales partielles complémentaires de la commune de Belmont des 18 (1<sup>er</sup> tour) et 25 juin (2<sup>nd</sup> tour) 2022 sont arrêtés, selon le tableau figurant en annexe. Ces candidatures sont valables pour les deux tours de scrutin.

**Article 2** : La sous-préfète de La Tour-du-Pin, le premier adjoint, maire par intérim de la commune de Belmont sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Il sera affiché en mairie dès réception, ainsi que dans le bureau de vote le jour des scrutins, et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Isère.

A La Tour-du-Pin, le 5 juin 2023

La sous-préfète,

Signé : Caroline GADOU



Noms et prénoms des candidats au conseil municipal
Nombre de sièges de conseillers municipaux à pourvoir : 6
Candidatures enregistrées pour les 1 <sup>er</sup> et 2 <sup>nd</sup> tours :
Magali BEJUY
Gaëlle CHAPPAT
Corinne GIROUD
Nathalie GIROUD WAIRY
Yann LAIGRON
Ana PINZARI
Sylvie WAIRY

38\_Sous préfecture de La Tour du Pin

38-2023-06-05-00007

Arrêté fixant la liste des candidatures aux 1er et  
2nd tours des élections municipales partielles  
complémentaires de la commune de Massieu

Pôle Développement et Organisation Territoriale

**ARRÊTÉ N°**

Fixant la liste des candidatures aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> tours des élections municipales partielles complémentaires de la commune de Massieu

**La sous-préfète de La Tour-du-Pin**

**VU** le code électoral :

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°38-2023-04-27-00004 du 27 avril 2023 portant convocation des électeurs et fixant les modalités d'organisation des élections municipales partielles complémentaires de la commune de Massieu ;

**VU** les candidatures régulières déposées en sous-préfecture ;

**A R R Ê T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : Les candidats aux élections municipales partielles complémentaires de la commune de Massieu des 18 (1<sup>er</sup> tour) et 25 juin (2<sup>nd</sup> tour) 2022 sont arrêtés, selon le tableau figurant en annexe. Ces candidatures sont valables pour les deux tours de scrutin.

**Article 2** : La sous-préfète de La Tour-du-Pin, le premier adjoint, maire par intérim de la commune de Massieu sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Il sera affiché en mairie dès réception, ainsi que dans le bureau de vote le jour des scrutins, et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Isère.

A La Tour-du-Pin, le 5 juin 2023

La sous-préfète,

Signé : Caroline GADOU

Noms et prénoms des candidats au conseil municipal
Nombre de sièges de conseillers municipaux à pourvoir : 7
Candidatures enregistrées pour les 1 <sup>er</sup> et 2 <sup>nd</sup> tours :
Eric CLARETON
Delphine CUENOT
Michaël DOURDET
Corentin EYDELON-MONTAL
Jean-Yves GUILLAT
Carole LAMPREIA
Bettina MARFELLA
Christophe PIVOT-PAJOT
Guénola STORK

84\_DRSP\_Direction régionale des services  
pénitentiaires d'Auvergne-Rhône-Alpes

38-2023-05-30-00010

Délégation de signature du chef d'établissement  
du centre pénitentiaire de  
SAINT-QUENTIN-FALLAVIER - 30-05-2023

Direction interrégionale des services pénitentiaires  
Auvergne Rhône-Alpes

A Saint-Quentin-Fallavier, le 30 mai 2023

## Arrêté portant délégation de signature

Vu le code pénitentiaire, notamment ses articles R. 113-66 et R. 234-1 ;

**Vu l'arrêté** du ministre de la justice en date du 01-01-2020 nommant Monsieur Richard BOULAY en **qualité de chef d'établissement du** Centre Pénitentiaire de Saint-Quentin-Fallavier.

Monsieur Richard BOULAY **en qualité de chef d'établissement du** Centre Pénitentiaire de Saint-Quentin-Fallavier.

### ARRETE :

#### Article 1<sup>er</sup> :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur WIART Jean-Christophe, en qualité de Directeur Adjoint du Centre Pénitentiaire de Saint-Quentin-Fallavier, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance **se rapportant à l'exercice des attributions** visées dans le tableau ci-joint (colonne 1).

#### Article 2 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Madame LOGARIO Sophie, en qualité de Directrice du Centre Pénitentiaire de Saint-Quentin-Fallavier, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance **se rapportant à l'exercice des attributions** visées dans le tableau ci-joint (colonne 2).

#### Article 3 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Madame PAHON Renée, **Attachée d'Administration et d'Intendance** du Centre Pénitentiaire de Saint-Quentin-Fallavier, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance **se rapportant à l'exercice des attributions** visées dans le tableau ci-joint (colonne 2).

#### Article 4 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur CLERE Jérôme, Lieutenant du Centre Pénitentiaire de Saint-Quentin-Fallavier, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance **se rapportant à l'exercice des attributions** visées dans le tableau ci-joint (colonne 3).

Article 5 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Madame KERVERN Arc Hantael, Capitaine du Centre Pénitentiaire de Saint-Quentin-Fallavier, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance **se rapportant à l'exercice des attributions** visées dans le tableau ci-joint (colonne 3).

Article 6 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur MARATRAT Orlando, Capitaine du Centre Pénitentiaire de Saint-Quentin-Fallavier, aux fins de signer tout arrêté, **décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions** visées dans le tableau ci-joint (colonne 3).

Article 7 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Madame PETIT Maëva, Lieutenant du Centre Pénitentiaire de Saint-Quentin-Fallavier, aux fins de signer tout arrêté, **décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions** visées dans le tableau ci-joint (colonne 3).

Article 8 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur PECORARO Christopher, Lieutenant du Centre Pénitentiaire de Saint-Quentin-Fallavier, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance **se rapportant à l'exercice des attributions** visées dans le tableau ci-joint (colonne 3).

Article 9 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Madame PROUGET Sophie, Capitaine du Centre Pénitentiaire de Saint-Quentin-Fallavier, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance **se rapportant à l'exercice des attributions** visées dans le tableau ci-joint (colonne 3).

Article 10 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur ALLEGRE Didier, Capitaine du Centre Pénitentiaire de Saint-Quentin-Fallavier, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance **se rapportant à l'exercice des attributions** visées dans le tableau ci-joint (colonne 3).

Article 11 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur BENEAT Gabriel, Capitaine du Centre Pénitentiaire de Saint-Quentin-Fallavier, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance **se rapportant à l'exercice des attributions** visées dans le tableau ci-joint (colonne 3).

Article 12 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur DIOUET Thibaut, Capitaine du Centre Pénitentiaire de Saint-Quentin-Fallavier, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance **se rapportant à l'exercice des attributions** visées dans le tableau ci-joint (colonne 3).

Article 13 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Madame ARTEMENKO Anastasiya, Lieutenant du Centre Pénitentiaire de Saint-Quentin-Fallavier, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance **se rapportant à l'exercice des attributions** visées dans le tableau ci-joint (colonne 3).

Article 14 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur SEVERIN Damien, Premier Surveillant adjoint au responsable du Centre de Détention du Centre Pénitentiaire de Saint-Quentin-Fallavier, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance **se rapportant à l'exercice des attributions** visées dans le tableau ci-joint (colonne 4).

Article 15 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur GUILLOT Hervé, Premier surveillant du Centre Pénitentiaire de Saint-Quentin-Fallavier, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance **se rapportant à l'exercice des attributions** visées dans le tableau ci-joint (colonne 4).

Article 16 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Madame ESTEVE Céline, en Première Surveillante roulement du Centre Pénitentiaire de Saint-Quentin-Fallavier, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance **se rapportant à l'exercice des attributions** visées dans le tableau ci-joint (colonne 4).

Article 17 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Madame HEMONET Céline, en Première Surveillante du Centre Pénitentiaire de Saint-Quentin-Fallavier, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance **se rapportant à l'exercice des attributions** visées dans le tableau ci-joint (colonne 4).

Article 18 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur LAYEMAR Laurent, Premier Surveillant du Centre Pénitentiaire de Saint-Quentin-Fallavier, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance **se rapportant à l'exercice des attributions** visées dans le tableau ci-joint (colonne 4).

Article 19 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur HANNEQUART Johnny, Premier Surveillant du Centre Pénitentiaire de Saint-Quentin-Fallavier, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance **se rapportant à l'exercice des attributions** visées dans le tableau ci-joint (colonne 4).

Article 20 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Madame DESCHAMPS Katie, Première Surveillante du Centre Pénitentiaire de Saint-Quentin-Fallavier, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance **se rapportant à l'exercice des attributions** visées dans le tableau ci-joint (colonne 4).



Article 21 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur AKAYOUSSE Akram, Premier Surveillant du Centre Pénitentiaire de Saint-Quentin-Fallavier, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance **se rapportant à l'exercice des attributions** visées dans le tableau ci-joint (colonne 4).

Article 22 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur LE PAGE Rémy, Premier Surveillant du Centre Pénitentiaire de Saint-Quentin-Fallavier, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance **se rapportant à l'exercice des attributions** visées dans le tableau ci-joint (colonne 4).

Article 23 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Madame HALLINGER Estelle, Première Surveillante du Centre Pénitentiaire de Saint-Quentin-Fallavier, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance **se rapportant à l'exercice des attributions** visées dans le tableau ci-joint (colonne 4).

Article 24 :

Délégation permanente de signature et de compétence est donnée à Monsieur VISSE Emmanuel, Premier Surveillant du Centre Pénitentiaire de Saint-Quentin-Fallavier, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance **se rapportant à l'exercice des attributions** visées dans le tableau ci-joint (colonne 4).

Article 25 :

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département dans lequel **l'établissement a son siège du département de l'Isère et affiché au sein de l'établissement pénitentiaire.**

Le chef d'établissement,

Richard BOULAY

**Décisions du chef d'établissement pouvant faire l'objet d'une délégation de signature en vertu des dispositions du code pénitentiaire (R. 113-66 ; R. 234-1) et d'autres textes**

**I. Décisions pouvant faire l'objet d'une délégation de signature en vertu des dispositions du code pénitentiaire**

Déléataires possibles :

**1 : adjoint au chef d'établissement**

**2 : « fonctionnaire appartenant à un corps de catégorie A » (directeurs des services pénitentiaires/attachés d'administration/chefs de service pénitentiaire)**

**3 : personnels de commandement (lieutenants, capitaines, commandants)**

**4 : majors et 1ers surveillants**

Décisions concernées	Articles	1	2	3	4
<b>Visites de l'établissement</b>					
Autoriser les visites de l'établissement pénitentiaire	R. 113-66 + D. 222-2	X	X	X	
Opposer un refus à l'entrée des journalistes accompagnant les parlementaires visitant l'établissement et décider de mettre fin à tout moment à leur visite pour des motifs de sécurité	R. 132-1	X	X		
Déterminer la zone interdite à la prise de son et d'image par les journalistes accompagnant la visite des parlementaires pour des motifs tenant au bon ordre et à la sécurité	R. 132-2	X	X	X	
<b>Vie en détention et PEP</b>					
Elaborer et adapter le règlement intérieur type	R. 112-22 + R. 112-23	X	X	X	
Elaborer le parcours d'exécution de la peine	L. 211-5	X	X	X	
Définir des modalités de prise en charge individualisées et prendre les décisions de placement dans des régimes de détention différenciés	L. 211-4 + D. 211-36	X	X	X	

Désigner et convoquer les membres de la CPU	D.211-34	X	X	X	
Prendre les mesures d'affectation des personnes détenues en cellule (y compris CProU)	R. 113-66	X	X	X	X
Désigner les personnes détenues à placer ensemble en cellule	D. 213-1	X	X	X	X
Suspendre l'encellulement individuel d'une personne détenue	D. 213-2	X	X	X	X
Affecter des personnes détenues malades dans des cellules situées à proximité de l'unité sanitaire	D. 115-5	X	X	X	X
Doter une personne détenue d'une DPU (dotation de première urgence)	R. 332-44	X	X	X	X
Décider et donner audience en cas de recours gracieux requêtes ou plaintes des personnes détenues	R. 314-1	X	X	X	
S'opposer à la désignation d'un aidant pour des motifs tenant à la sécurité et au bon ordre	R. 322-35	X	X	X	
Fixer des heures de visites pour les détenus bénéficiaires du régime spécial	D. 216-5	X	X	X	
Fixer des heures de réunion pour les détenus bénéficiaires du régime spécial sauf instructions contraires du JI	D. 216-6	X	X	X	
Autoriser les personnels masculins à accéder au quartier des femmes	D. 211-2	X	X	X	
<b>Mesures de contrôle et de sécurité</b>					
Donner tous renseignements et avis nécessaires au chef d'escorte lorsque la personne détenue est considérée comme dangereuse ou devant être particulièrement surveillée	D. 215-5	X	X	X	
Proposer des membres du personnel de surveillance assurant les escortes qui seront inscrits sur une liste dressée par le service central des transfèrements, constituer l'escorte des personnes détenues faisant l'objet d'un transfert administratif en désignant nommément ceux des agents figurant sur la liste précitée	D. 215-17	X	X	X	
Autoriser l'utilisation des armes dans les locaux de détention pour une intervention précisément définie. Décider d'armer de générateurs d'aérosols incapacitants de catégorie D b) les membres du personnel de direction, du corps des chefs de services pénitentiaires et du corps de commandement, les majors ou premiers surveillants	R. 227-6	X	X		
Faire appel aux FSI pour assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité	D. 221-2	X	X	X	
Retirer à une personne détenue objets, substances, outils dangereux lui appartenant et pouvant permettre un suicide, une agression ou une évasion	R. 113-66 + R. 221-4	X	X	X	X
Retirer à une personne détenue objets et vêtements lui appartenant pour des raisons de sécurité	R. 113-66 + R. 332-44	X	X	X	X

Décider que la personne détenue ne porte pas les vêtements qu'elle possède pour des raisons d'ordre, de sécurité ou de propreté	R. 332-35	X	X	X	
Retirer à une personne détenue matériels et appareillages médicaux pour des raisons d'ordre et de sécurité	R. 113-66 R. 322-11	X	X	X	X
Retenir un équipement informatique appartenant à une personne détenue	R. 332-41	X	X	X	
Interdire à une personne détenue de participer aux activités physiques et sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité	R. 414-7	X	X	X	
Décider de procéder à la fouille des personnes détenues	R. 113-66 R. 225-1	X	X	X	X
Demander au procureur de la République une investigation corporelle interne par un médecin, lorsqu'un détenu est soupçonné d'avoir ingéré des substances ou des objets ou de les avoir dissimulés dans sa personne	R. 225-4	X	X	X	
Décider de soumettre la personne détenue au port de moyens de contrainte	R. 113-66 R. 226-1	X	X	X	X
Décider de soumettre la personne détenue au port de menottes ou à des entraves à l'occasion d'un transfert ou d'une extraction	R. 113-66 R. 226-1	X	X	X	X
<b>Discipline</b>	<b>R. 234-1 +</b>				
Elaborer le tableau de roulement des assesseurs extérieurs	R. 234-8	X	X	X	
Placer un détenu à titre préventif en cellule disciplinaire ou en confinement en cellule individuelle ordinaire	R. 234-19	X	X	X	X
Suspendre à titre préventif l'activité professionnelle des détenus	R. 234-23	X	X	X	X
Engager des poursuites disciplinaires	R. 234-14	X	X	X	
Désigner un interprète-pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	R. 234-26	X	X	X	
Désigner les membres assesseurs de la commission de discipline	R. 234-6	X	X	X	
Présider la commission de discipline	R. 234-2	X	X	X	
Prononcer des sanctions disciplinaires	R. 234-3	X	X	X	
Ordonner et révoquer le sursis à exécution des sanctions disciplinaires	R. 234-32 à R. 234-40	X	X	X	
Dispenser d'exécution, suspendre ou fractionner une sanction disciplinaire	R. 234-41	X	X	X	

<b>Isolement</b>					
Placer provisoirement à l'isolement une personne détenue en cas d'urgence	R. 213-22	X	X	X	
Placer initialement une personne détenue à l'isolement et procéder au premier renouvellement de la mesure	R. 213-23 R. 213-27 R. 213-31	X	X	X	
Désigner un interprète-pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	R. 213-21	X	X	X	
Lever la mesure d'isolement	R. 213-29 R. 213-33	X	X	X	
Proposer de prolonger la mesure d'isolement, et transmettre la proposition à la DISP lorsque la décision relève de la compétence de la DISP ou du ministre de la justice	R. 213-21 R. 213-27	X	X		
Rédiger un rapport motivé accompagnant la proposition de prolongation de la mesure d'isolement	R. 213-24 R. 213-25 R. 213-27	X	X	X	
Refuser de communiquer les informations ou documents de la procédure d'isolement de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes ou des établissements pénitentiaires	R. 213-21	X	X		
Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer à une activité organisée pour les détenus soumis au régime de détention ordinaire	R. 213-18	X	X		
Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer à une activité commune aux personnes placées au quartier d'isolement	R. 213-18	X	X	X	
Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer aux offices célébrés en détention	R. 213-20	X	X		
<b>Quartier spécifique UDV</b>					
Désigner un interprète pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	R. 224-5	X	X		

Prendre des mesures de sécurité individualisées à l'égard d'une personne détenue placée en UDV	R. 224-3	X	X		
Autoriser une personne détenue placée en UDV à participer à une activité collective au sein de l'UDV	R. 224-4	X	X		
Décider que le culte et les promenades seront exercés séparément des autres détenus placés en UDV chaque fois que des impératifs de sécurité ou de maintien du bon ordre de l'établissement l'exigent	R. 224-4	X	X		
<b>Quartier spécifique QPR</b>					
Désigner un interprète pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	R. 224-19	X	X		
Prendre des mesures de sécurité individualisées à l'égard d'une personne détenue placée en QPR	R. 224-16	X	X		
Décider que le culte et les promenades seront exercés séparément des autres détenus placés en QPR chaque fois que des impératifs de sécurité ou de maintien du bon ordre de l'établissement l'exigent	R. 224-17	X	X		
<b>Gestion du patrimoine des personnes détenues</b>					
Autoriser une personne détenue hospitalisée à détenir une somme d'argent provenant de la part disponible de son compte nominatif	R. 322-12	X	X	X	
Refuser de prendre en charge les objets ou bijoux dont sont porteuses les personnes détenues à leur entrée dans un établissement pénitentiaire	R. 332-38	X	X	X	
Autoriser la remise ou l'expédition à un tiers, désigné par la personne détenue, des objets et bijoux dont les personnes détenues sont porteuses	R. 332-28	X	X	X	
Autoriser une personne détenue à envoyer à sa famille, des sommes figurant sur la part disponible de son compte nominatif	R. 332-3	X	X	X	
Autoriser une personne détenue recevoir des subsides en argent de personnes non titulaires d'un permis permanent de visite	R. 332-3	X	X	X	
Autoriser une personne condamnée à recevoir des subsides en vue d'une dépense justifiée par un intérêt particulier	R. 332-3	X	X		
Fixer la somme qu'une personne détenue placée en semi-liberté ou bénéficiant d'un placement extérieur, d'un placement sous surveillance électronique ou d'une permission de sortir, est autorisée à détenir	D. 424-4	X	X	X	
Autoriser une personne condamnée bénéficiant d'un aménagement de peine sous écrou à disposer de tout ou partie des sommes constituant le pécule de libération	D. 424-3	X	X		
Autoriser une personne condamnée à opérer un versement à l'extérieur depuis la part disponible de leur compte nominatif	D. 332-17	X	X	X	

Opérer une retenue sur la part disponible du compte nominatif des personnes détenues en réparation de dommages matériels causés en détention	D. 332-18	X	X	X	
Décider de transmettre au régisseur des comptes nominatifs les sommes d'argent trouvées en possession irrégulière d'une personne détenue	D. 332-19	X	X	X	
<b>Achats</b>					
Refuser à une personne détenue de se procurer un récepteur radiophonique ou un téléviseur individuel	R. 370-4	X	X		
Refuser à une personne détenue de se procurer un équipement informatique	R. 332-41	X	X		
Refuser à une personne détenue de procéder à des achats en cantine Autoriser, à titre exceptionnel, l'acquisition par une personne détenue d'objets ne figurant pas sur la liste des objets fournis en cantine	R. 332-33	X	X	X	
Fixer les prix pratiqués en cantine	D. 332-34	X	X		
<b>Relations avec les collaborateurs du service public pénitentiaire</b>					
Fixer les jours et horaires d'intervention des visiteurs de prison	R. 341-17	X	X		
Suspendre l'agrément d'un visiteur de prison en cas d'urgence et pour des motifs graves	D. 341-20	X	X		
Instruire les demandes d'agrément en qualité de mandataire et les proposer à la DISP	R. 313-6	X	X		
Suspendre provisoirement, en cas d'urgence, l'agrément d'un mandataire et proposer le retrait de l'agrément sur la base d'un rapport adressé au DI	R. 313-8	X	X	X	
Suspendre l'habilitation d'un personnel hospitalier n'exerçant pas à temps plein en cas de manquements graves au CPP ou au règlement intérieur	D. 115-17	X	X	X	
Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire d'un personnel hospitalier non titulaire d'une habilitation	D. 115-18	X	X	X	
Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire à une personne intervenant dans le cadre d'actions de prévention et d'éducation pour la santé	D. 115-19	X	X	X	

Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire à un personnel des structures spécialisées de soins intervenant dans le cadre de la prise en charge globale des personnes présentant une dépendance à un produit licite ou illicite	D. 115-20	X	X	X	
Autoriser une personne extérieure à animer des activités pour les détenus	D. 414-4	X	X	X	
<b>Organisation de l'assistance spirituelle</b>					
Déterminer les jours, horaires et lieux de tenue des offices religieux	R. 352-7	X	X	X	
Désigner un local permettant les entretiens avec l'aumônier des personnes détenues sanctionnées de cellule disciplinaire	R. 352-8	X	X	X	
Autoriser une personne détenue à recevoir et conserver les objets de pratique religieuse et les livres nécessaires à la vie spirituelle	R. 352-9	X	X	X	
Autoriser les ministres du culte extérieurs à célébrer des offices ou prêches	D. 352-5	X	X	X	
<b>Visites, correspondance, téléphone</b>					
Délivrer un permis de communiquer à un avocat dans les autres cas que ceux mentionnés à l'alinéa 1 de l'article R. 313-14	R. 313-14	X	X		
Délivrer, refuser, suspendre, retirer un permis de visite à une personne condamnée, y compris lorsque le visiteur est un officier public ou ministériel ou un auxiliaire de justice autre qu'un avocat	R. 341-5	X	X		
Surseoir à faire droit à un permis de visite si des circonstances exceptionnelles obligent à en référer à l'autorité qui a délivré le permis, ou si les personnes détenues sont matériellement empêchées, ou si, placées en cellule disciplinaire, elles ont épuisé leur droit à un parloir hebdomadaire.	R. 341-3	X	X	X	
Décider que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation et informer le magistrat saisi du dossier de la procédure pour les prévenus et la CAP pour les condamnés	R. 235-11 R. 341-13	X	X	X	
Décider d'octroyer une visite en parloir familial ou en unité de vie familiale	R. 341-15 R. 341-16	X	X	X	
Retenir la correspondance écrite, tant reçue qu'expédiée	R. 345-5	X	X		
Autoriser, refuser, suspendre, retirer l'accès aux dispositifs de téléphonie d'une personne détenue condamnée	R. 345-14	X	X		
Restreindre les horaires d'accès au téléphone d'une personne détenue	L. 6 + R. 345-14 (pour les condamnés)	X	X		



<b>Entrée et sortie d'objets</b>					
Autoriser le dépôt à l'établissement pénitentiaire de publications écrites et audiovisuelles au profit d'une personne détenue	R. 370-2	X	X	X	
Notifier à l'expéditeur ou à la personne détenue le caractère non autorisé de la réception ou de l'envoi d'un objet	R. 332-42	X	X	X	
Autoriser une personne détenue à recevoir des objets par colis postal ou par dépôt à l'établissement pénitentiaire	R. 332-43	X	X	X	
Autoriser l'entrée ou la sortie de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques	D. 221-5	X	X	X	
<b>Activités, enseignement consultations, vote</b>					
Donner l'autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale dans le cadre de la formation professionnelle	R. 413-6	X	X		
Donner l'autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale dans le cadre de l'enseignement	R. 413-2	X	X		
Refuser à une personne détenue de se présenter aux épreuves écrites ou orales d'un examen organisé dans l'établissement	D. 413-4	X	X		
Fixer les modalités des consultations des personnes détenues dans le règlement intérieur de l'établissement	R. 411-6	X	X		
Signer toutes décisions et documents se rapportant aux attributions relatives à l'inscription sur les listes électorales et au vote par correspondance des personnes détenues, définies par le code pénitentiaire et les articles R. 1 à R. 25 et R. 81 à R. 85 du code électoral.	R. 361-3	X	X	X	X

<b>Travail pénitentiaire</b>					
Autoriser les personnes détenues à travailler pour leur propre compte	L. 412-4	X	X		
<i>Classement / affectation</i>					
Décider du classement ou du refus de classement au travail d'une personne détenue après avis de la commission pluridisciplinaire unique	L. 412-5 R. 412-8	X	X	X	
Classer au travail une personne détenue transférée conformément à la décision de classement du chef de l'établissement pénitentiaire de départ, sauf pour un motif lié au bon ordre et à la sécurité de l'établissement.	D. 412-13	X	X	X	
Décider du refus d'affectation d'une personne détenue sur un poste de travail	L. 412-6 R. 412-9	X	X	X	
Suspendre l'affectation de la personne détenue sur son poste de travail (tant au service général qu'en production).	L. 412-8 R. 412-15	X	X	X	
Statuer sur la demande de la personne détenue souhaitant suspendre son affectation sur son poste de travail et décider, le cas échéant, d'un refus de suspension (tant au service général qu'en production).	L. 412-8 R. 412-14	X	X	X	
Mettre fin à l'affectation de la personne détenue sur son poste de travail en cas de cessation de l'activité de production	R. 412-17	X	X	X	
<i>Contrat d'emploi pénitentiaire</i>					
Signer un contrat d'emploi pénitentiaire avec la personne détenue, lorsque le donneur d'ordre est l'administration pénitentiaire Signer la convention tripartite annexée au contrat d'emploi pénitentiaire conclu entre la personne détenue et le donneur d'ordre lorsque ce dernier n'est pas l'administration pénitentiaire	L. 412-11	X	X	X	
Signer un avenant au contrat d'emploi pénitentiaire en vue de son renouvellement	R. 412-24	X	X	X	
Suspendre le contrat d'emploi pénitentiaire d'une personne détenue lorsque le donneur d'ordre est l'administration pénitentiaire (service général)	L. 412-15 R. 412-33	X	X	X	
Rendre un avis , dans un délai de 5 jours, sur la suspension d'un ou plusieurs contrats d'emploi pénitentiaires pour baisse temporaire de l'activité lorsque le donneur d'ordre n'est pas l'administration pénitentiaire (activité en production)	R. 412-34	X	X	X	
Résilier le contrat d'emploi pénitentiaire de la personne détenue lorsque le donneur d'ordre est l'administration pénitentiaire (service général) , d'un commun accord avec la personne détenue par la signature d'un accord amiable	L. 412-16 R. 412-37	X	X	X	

Résilier le contrat d'emploi pénitentiaire de la personne détenue lorsque le donneur d'ordre est l'administration pénitentiaire (service général) pour inaptitude ou insuffisance professionnelle, pour un motif économique ou tenant aux besoins du service après convocation à un entretien préalable	R. 412-38 R. 412-39 R. 412-41	X	X	X	
Rendre un avis sur la régularité de la procédure de résiliation de plus de 10 contrats d'emploi pénitentiaire pour motif économique lorsque le donneur d'ordre n'est pas l'administration pénitentiaire (activités en production)	R. 412-43 R. 412-45	X	X	X	
<i>Interventions dans le cadre de l'activité de travail</i>					
Agréer les personnes extérieures chargés d'assurer l'encadrement technique de l'activité de travail (tant au service général qu'en production)	D. 412-7	X	X		
Autoriser l'utilisation des équipements et outils mis à disposition par le donneur d'ordre pour les activités en production	R. 412-27	X	X	X	
Organiser les mouvements pour assurer la présence de la personne détenue au travail ainsi que la surveillance et la sécurité sur les lieux de travail pour les activités en production	R. 412-27	X	X	X	
Procéder au versement à la personne détenue des rémunérations sur la base des éléments transmis par le donneur d'ordre et de la déclaration aux organismes de sécurité sociale, pour les activités en production	R. 412-27	X	X	X	
Solliciter l'intervention des services de l'inspection du travail pour l'application des règles d'hygiène et de sécurité aux travaux effectués par les personnes détenues	D. 412-71	X	X		
Adresser au service de l'inspection du travail, une réponse motivée précisant les mesures qui ont fait suite au rapport de l'inspection du travail ainsi que celles qui seront prises, accompagnées d'un calendrier de réalisation	D. 412-71	X	X		

<p>Obligations en matière de santé et de sécurité au travail des personnes détenues :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des personnes détenues conformément à l'article L. 4121-1 du code du travail ;</li> <li>➤ Veiller à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes ;</li> <li>➤ Evaluer les risques pour la santé et la sécurité des personnes détenues et élaborer un document unique d'évaluation des risques professionnels en application de l'article R. 4121-1 du code du travail ;</li> <li>➤ Mettre en œuvre les principes généraux de prévention énoncés à l'article L. 4121-2 du code du travail ;</li> <li>➤ Mettre en place une organisation et des moyens immobiliers et mobiliers adaptés, selon les conditions prévues dans le contrat d'implantation ;</li> <li>➤ Aménager les lieux de travail de manière à ce que leur utilisation garantisse la sécurité des personnes détenues conformément à l'article L. 4221-1 du code du travail ;</li> <li>➤ Maintenir l'ensemble des installations en bon état de fonctionnement</li> </ul>	D. 412-72	X	X	X	
<p>Informier le préfet de département lorsqu'une personne prévenue est affectée sur un poste de travail situé sur le domaine affecté à l'établissement pénitentiaire et à ses abords immédiats, après autorisation du magistrat en charge du dossier</p> <p>Autoriser une personne condamnée à être affectée sur un poste de travail situé sur le domaine affecté à l'établissement pénitentiaire et à ses abords immédiats, en informer le préfet de département et l'autorité judiciaire en charge de son suivi</p>	D. 412-73	X	X		
<i>Contrat d'implantation</i>					
Signer un contrat d'implantation avec une entreprise ou une structure chargée de l'activité en production	R. 412-78	X	X	X	
Résilier le contrat d'implantation conclu une entreprise ou une structure chargée de l'activité en production	R. 412-81 R. 412-83	X	X	X	
Mettre en demeure le cocontractant dès constatation du non-respect des obligations prévues au contrat d'implantation et, en cas d'urgence, assortir la mise en demeure d'une suspension de l'exécution du contrat d'implantation	R. 412-82	X	X	X	
<b>Administratif</b>					
Certifier conforme des copies de pièces et légaliser une signature	D. 214-25	X	X		
<b>Mesures pré-sentencielles et post-sentencielles</b>					

Modifier, avec l'accord préalable du JI, les horaires de présence au domicile ou dans les lieux d'assignation des personnes placées sous ARSE, lorsqu'il s'agit de modifications favorables à la personne mise en examen ne touchant pas à l'équilibre de la mesure de contrôle	L. 632-1 + D. 632-5	X	X		
Modifier, avec l'autorisation préalable du JAP, les horaires d'entrée et de sortie des personnes bénéficiant d'une PS ou admises au régime du placement à l'extérieur, de la semi-liberté ou de la DDSE, lorsqu'il s'agit de modifications favorables ne touchant pas à l'équilibre de la mesure de contrôle	L. 424-1	X	X		
Saisir le JAP au fin de retrait de CRP en cas de mauvaise conduite d'une personne condamnée en détention	L. 214-6	X	X	X	
Statuer sur les demandes de permission de sortie d'une personne condamnée majeure lorsqu'une première permission de sortir a été accordée par le JAP en application de l'article 712-5 du CPP, sauf décision contraire de ce magistrat	L. 424-5 + D. 424-22	X			
Retirer une permission de sortir précédemment octroyée par le chef d'établissement ou son délégataire	D. 424-24	X			
Procéder à la réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur ou décider la réintégration immédiate en cas d'urgence d'une personne condamnée bénéficiant d'une PS, d'un PE ou d'un PSE en cas d'inobservation des règles disciplinaires, de manquement à l'obligation de bonne conduite ou tout autre incident	D. 424-6	X	X	X	
Donner un avis au JAP pour l'examen des RSP du condamné libre sur la partie de la condamnation subie en détention provisoire et saisine du JAP aux fins de retrait de tout ou partie du bénéfice du crédit de réduction de peine, en cas de mauvaise conduite du condamné pendant sa détention provisoire.	D. 214-21	X	X	X	
<b>Gestion des greffes</b>					
Habiliter les agents du greffe pour accéder au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes (FIJAIT) afin de vérifier que la personne détenue a fait l'objet de l'information mentionnée à l'article 706-25-8 CPP et enregistrer les dates d'écrou, de libération ainsi que l'adresse du domicile déclaré par la personne libérée	L. 212-7 L. 512-3	X	X	X	
Habiliter spécialement des agents des greffes pour accéder au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIJAIS) afin de vérifier que la personne détenue a fait l'objet de l'information mentionnée à l'article 706-53-6 et enregistrer les dates d'écrou, de libération ainsi que l'adresse déclarée de la personne libérée	L. 212-8 L. 512-4	X	X	X	
<b>Régie des comptes nominatifs</b>					

Autoriser le régisseur des comptes nominatifs à nommer un ou plusieurs mandataires suppléants, et à désigner d'autres mandataires parmi le personnel de l'établissement	R. 332-26	X	X		
Autoriser le prélèvement par le régisseur des comptes nominatifs de toute somme à la demande des personnes détenues	R. 332-28	X	X	X	
<b>Ressources humaines</b>					
Déterminer les modalités d'organisation du service des agents	D. 221-6	X	X	X	
Affecter des personnels de surveillance en USMP et SMPR, après avis des médecins responsables de ces structures.	D. 115-7	X	X	X	
<b>GENESIS</b>					
Désigner individuellement et habilitier spécialement les personnels pénitentiaires en charge du greffe, en charge de la régie des comptes nominatifs, en charge de l'encadrement ; les personnels de surveillance ; les agents du SPIP ; les agents de la PJJ ; les agents de l'éducation nationale ; les personnels des groupements privés agissant dans le cadre de la gestion déléguée ; les personnels des entreprises privées et les personnels de l'unité sanitaire pour accéder à GENESIS dans le cadre de leurs missions	R. 240-5	X	X		

Fait à St Quentin-Fallavier  
le 30-05-2023

Richard BOULAY